



MOTION DE L'INTERSYNDICALE DES PO POUR LE CTL DU 17 OCTOBRE 2016

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons pas commencer ce CTL sans dénoncer vivement et fortement les suppressions d'emplois considérables du PLF 2017 qui se rajoutent à celles déjà ravageuses des années précédentes.

Se glorifier sur Ulysse de la diminution des suppressions d'emploi en 2017 par rapport à 2016, soit 1630 contre 2100, c'est un peu vite oublier qu'elles s'ajoutent aux 37 000 emplois supprimés à la DGFIP depuis 13 ans ! 1630 ??? en vérité... 1815 !! Les quelque 200 apprentis prévus au titre de l'année 2017 sont déjà assimilés à une compensation des suppressions d'emplois... Cyniquement, à l'instar d'autres administrations, vous cautionnez l'emploi précaire au détriment du statut des fonctionnaires. Nous ne pouvons que faire le parallèle avec ce qu'il est advenu de La Poste et de France Télécom !!!

De plus, le Directeur Général marque son mépris des agents de la DGFIP en réduisant leurs droits et garanties notamment dans le domaine des affectations/mutations.

La ligne directrice est claire : **réduire voire détruire** les droits et garanties des agents de la DGFIP. Précarisons, précarisons !!!

Nous disons clairement et fortement « STOP ! » à toutes ces régressions des droits et des garanties des agents.

Le dialogue social dans notre département est à l'image de celui rencontré dans les instances nationales : inexistant !! Sauf pour faire remonter des chiffres et s'en gargariser auprès des différents partenaires de la DGFIP et du gouvernement : « Regardez comme nous échangeons bien avec les agents et leurs représentants syndicaux !! Le nombre de réunions a largement augmenté ! ». Certes, mais pour quel contenu ???

La convocation à ce CTL en est le plus parfait exemple. 2 PV et les ponts naturels 2017 pour avis, le bilan de la formation professionnelle 2015 pour information.

Quid de la création d'une caisse unique sur le CFP de Prades ? Quid des travaux dans les archives de la Côte Vermeille ? Quid des projets de réorganisation dans le département (SIP et SIE de Perpignan, SPF/E, CDIF, trésoreries, services du contrôle fiscal, ...)? Quid de l'avenir du service des domaines ? Quid du télétravail et des détachements ? Quid du bilan de la campagne IR ? Quid de l'usine à gaz concernant la distribution des tickets restaurants ?

Où est la transparence prônée par votre équipe directionnelle ? De la transparence à l'inexistence il n'y a qu'un pas, qui cette année, a été allègrement franchit. À tel point que, dorénavant, c'est l'opacité qui s'instaure sur notre département.

Votre absence de communication et d'échange sur les sujets cruciaux crée un climat délétère, de défiance, à forte répercussion sur le collectif de travail, contribuant à une augmentation significative des risques psycho sociaux.

Compte tenu de cette parodie de dialogue social, nous ne siégerons pas dans cette instance. Par contre, nous vous demandons expressément la tenue d'un véritable CTL avec les points cités ci-dessus en ordre du jour. Nous vous demandons également la communication des documents permettant une réflexion et une véritable discussion sur ces sujets. Nous vous communiquerons également la liste des questions diverses d'ici là.